



extraits du communiqué des organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, CNT, CNT SO, UNL e  
"C'est dans ce contexte de mobilisation continue que nos organisations syndicales et de jeunesse, app  
Sans présager des mobilisations qui pourraient se tenir avant, elles appellent à préparer d'ores et déjà

## Résolution du NPA sur la situation :

La mobilisation que nous connaissons aujourd'hui contre le gouvernement est une marque supplément

Les délimitations de classe sont complexes, inachevées, des couches intermédiaires se  
mettent en mouvement avec le prolétariat, ici des cadres, là des artisanEs, des enseignantEs  
d'université, des avocatEs...

Des évolutions complexes qui répondent à une prolétarianisation de certainEs, à une  
paupérisation relative pour d'autres, ou encore à des interrogations sur les finalités de leurs  
activités professionnelles. La dynamique des luttes produit régulièrement des éléments positifs  
même si le danger de la montée de l'extrême droite et de la droite extrême est bien réel,  
comme en témoigne l'accession au pouvoir d'organisations et de personnalités issues de ces  
courants.

Une seconde caractéristique, nouvelle, de la période, est le fait que ces mobilisations, quand  
elles sont défaites, ne débouchent pas sur une atonie dans les années qui suivent, mais sur de  
nouveaux combats provoqués par les attaques de la bourgeoisie, comme on l'a vu par exemple  
avec les cheminotEs en France, qui se sont mobilisés fortement à deux reprises en deux ans.  
Une troisième caractéristique est la grande difficulté à ce que les luttes réussissent, d'une part à  
gagner, d'autre part à produire des effets d'accumulation subjectives au-delà de la seule idée,  
déjà importante, que lutter c'est utile : la reconstruction de syndicats et d'autres éléments  
d'unité de la classe, de partis de classe, et plus encore d'un parti révolutionnaire capables de  
proposer une stratégie unitaire, démocratique et combative pour gagner.

## Un gouvernement à la peine

Le gouvernement a beau chercher à rester droit dans ses bottes, une chose est certaine : il est très fragilisé. D'abord parce que le rejet de cette contre-réforme reste massif. En effet, d'après les enquêtes d'opinion, plus de 60 % de la population, souhaite le retrait pur et simple de ce projet, avec ou sans âge pivot. Alors que cette réforme est complexe, technique, la majorité de la population a bien compris qu'au bout du bout, tout le monde serait perdant. Et ce n'est pas la présentation de l'avant-projet de loi et de son étude d'impact annexée qui risque de faire changer les choses puisque la projection de l'âge d'équilibre est fixée à 65 ans (mais pourra être plus tardif pour les générations futures) et pour celles et ceux qui partiront avant, le malus sera de 8 % et non plus de 5 % comme annoncé. Enfin, la part des 13,8 % du PIB alloués actuellement pour les pensions baissera dans les années à venir.

Les travailleuses et travailleurs ne sont pas les seuls à désavouer le gouvernement... Le récent avis du Conseil d'État, qui critique vivement le gouvernement et son projet sur les retraites, indique en outre que du côté des institutions elles-mêmes, la « méthode » Macron ne passe pas... « Des projections financières douteuses », un recours ultérieur à des dizaines d'ordonnances non encore écrites, une universalité et une égalité de traitement qui n'existent pas puisqu'il prévoit cinq régimes différents et de nombreuses règles dérogatoires dans ces cinq régimes... De plus, concernant la revalorisation des salaires des enseignantEs, le Conseil d'État rappelle que la loi ne peut pas prévoir des dispositions qui seraient adoptées ultérieurement, dans une autre loi, et il indique aussi que le projet ne peut pas prévoir de subventionner la Caisse de retraite complémentaire des navigants. Dommage car c'était deux secteurs d'activités que le gouvernement espérait se mettre dans la poche !

Cerise sur le gâteau, l'ARRCO-AGIRC vient de calculer que la retraite à points, avec l'arrêt des cotisations des hauts salaires, va générer un déséquilibre de 3,7 milliards annuels pendant 15 ans. Il faudra en effet continuer à payer des pensions élevées pour des cadres retraités, alors qu'une part des cotisations des cadres actifs ne sera plus perçue.

Si nous n'avons à peu près rien à attendre de ces institutions, il n'en demeure pas moins que ces avis participent de la perte de légitimité du pouvoir, contesté tant sur le fond que sur la forme. C'est aussi ce qu'est venu confirmer, dans un autre domaine, le rappel à l'ordre de la présidente de la Cour de cassation et du procureur Molins relatif à l'indépendance de la justice. C'est enfin le cas avec la suspension/révision en référé de la circulaire Castaner concernant les prochaines élections municipales.

Mais ce n'est pas tout : après l'épisode catastrophique pour Macron de sa fuite du théâtre des Bouffes du Nord, après les nombreuses « perturbations » pendant les vœux des députés et ministres LREM, c'est désormais le tour des candidatEs aux municipales. Édouard Philippe lui-même a dû se confronter, au Havre, à un comité d'accueil de grévistes. Sans oublier qu'à quelques jours du début du débat parlementaire sur le projet de réforme, à l'intérieur de la majorité présidentielle elle-même, les divisions s'accroissent. Avec l'annonce le 28 janvier dernier du départ de la députée des Français d'Amérique latine Paula Forteza, ce sont désormais près d'une vingtaine de parlementaires qui ont quitté le mouvement et/ou le groupe parlementaire LREM. Côté municipales, le cas Villani, à Paris, n'est pas isolé : dans les 50

premières villes de France, LREM est confrontée à au moins 17 cas de dissidence, soit dans plus d'un tiers des municipalités. Paris donc, mais aussi Lyon, Toulouse, Marseille, Nice, Montpellier, Besançon, Mulhouse : autant de villes dans lesquelles les candidats officiellement investis par LREM, et donc avec la bénédiction de Macron, doivent faire face à des listes dissidentes, issues de la majorité présidentielle.

Si ces phénomènes en disent long sur les ambitions dévorantes et l'absence totale de morale et de principes chez nombre de ceux qui se sont investis, en 2017, en soutien à Emmanuel Macron, ils doivent aussi être compris comme l'érosion continue de la légitimité du pouvoir, y compris au sein de LREM, et de l'incapacité de Macron et de ses proches à se poser en arbitres reconnus des conflits internes : un signe supplémentaire de faiblesse, et un encouragement à poursuivre la lutte.

Signe des temps, la détestation est de plus en plus importante envers ce gouvernement. Comment en serait-il autrement quand Pénicaud et les députés LREM ont combattu une proposition de loi proposant de prolonger de cinq à douze jours de congés pour les parents venant de perdre un enfant ? Il aura fallu l'intervention du Medef pour assister à un rétropédalage... Comment en serait-il autrement quand Blanquer a fait prélever un jour de grève aux enseignantEs qui sont allés à l'enterrement de Christine Renon, cette directrice d'école de Pantin qui s'était suicidée en septembre dernier ? Comment en serait-il autrement quand ce gouvernement met en garde à vue plusieurs dizaines d'heures des mineurs ayant bloqué leur lycée ? Comment en serait-il autrement quand ce gouvernement éborgne, mutile celles et ceux qui s'opposent à sa politique d'injustice et de régression sociale ? Comment en serait-il autrement quand Michelin licencié demande aux salariéEs licenciéEs de rembourser leurs pneus ou quand la SNCF verse des primes aux non-grévistes et que la RATP sanctionne des grévistes ?

Il ne s'agit pas, toutefois, de sous-estimer le fait que l'assurance de Macron n'est pas uniquement feinte, non seulement en raison de sa conception autoritaire du pouvoir, liée à la conviction qu'il sait ce qui est « bon » pour le pays, quitte à passer en force, en s'appuyant sur les institutions antidémocratiques de la Ve République et aussi car ses calculs électoraux qui sont les siens reposent sur l'idée qu'un socle à 23-24% lui suffit pour être réélu face à Marine Le Pen en 2022. L'objectif d'un blocage d'ampleur et durable doit demeurer, seule possibilité de contraindre le pouvoir à reculer face à une grève nécessairement politique.

## **Un mouvement exceptionnel**

On voit, avec la mobilisation actuelle, le caractère profondément unificateur, pour le prolétariat du pays, du système de protection sociale. Celui-là même que la bourgeoisie veut casser. On y perçoit aussi des éléments de radicalité qui sont liés à l'entrée du capitalisme dans un phase de crise approfondie, où il est clair pour des centaines de milliers de personnes que le système est dans une impasse. On y ressent aussi des capacités de résistance importantes malgré les attaques subies ces dernières années et le recul des organisations ouvrières.

Mais les difficultés sont néanmoins importantes. Le recul des organisations ouvrières, fussent-elles réformistes, conduit à des déserts syndicaux, à des difficultés à construire le

mouvement par l'absence de traditions, qui ne sont absolument pas comblées par les révolutionnaires. Pire, le réformisme laisse parfois la place aux confusions influencées par l'extrême droite ou, à l'opposé, au gauchisme. Cela se voit dans les discours antisyndicaux, dans la fuite en avant à certains endroits dans des actions minorisantes, lorsqu'elles ne sont pas pensées comme un moyen d'élargir la lutte et de convaincre toujours davantage de personnes de se mettre en mouvement, mais comme un substitut à ces tâches indispensables, ou dans la dénonciation des autres courants militants que le sien propre. Il y a plusieurs façons de tourner le dos aux masses : le repli dans les locaux syndicaux, dans les instances de cogestion, ou le refus de se confronter au niveau de conscience réel, d'unifier et d'entraîner la classe.

Le mouvement est exceptionnel en dépit de la politique des appareils syndicaux qui ne l'ont pas préparé à partir de juin dernier alors que la grève à la RATP avait annoncé l'affrontement pour le mois de décembre, et surtout pas anticipé la suite. Leur objectif était probablement de reporter l'affrontement à après les municipales. Les appareils syndicaux s'opposent aux formes d'auto-organisation (AG, comités de grève, assemblées interprofessionnelles...) qui pourrait leur ôter le monopole de la représentation du salariat et leur faire perdre la direction du mouvement, ce qui ne les empêche pas d'accompagner la mobilisation de la base lorsque celle-ci est forte comme à la RATP ou à la SNCF. Elles refusent également de voir que les organisations syndicales ne sont plus assez fortes pour diriger les mouvements sans se lier à des secteurs militants renouvelés par la lutte, ces dizaines de milliers de personnes qui se découvrent militants de la grève.

Tout ceci a contribué - même si les raisons profondes sont également à chercher dans le profond recul du mouvement syndical, notamment dans le secteur privé, avec l'affaiblissement des équipes militantes, la perte de traditions, etc. - à l'échec de la première phase du mouvement, la tentative de construire une grève de masse à partir de la grève des transports en décembre. L'Éducation nationale a vu des secteurs importants se mettre en mouvement, mais n'a pas basculé majoritairement dans la grève reconductible. Dans la fonction publique territoriale ou les autres fonctions publiques d'État, la mobilisation est restée minoritaire, la santé a été « coincée » par l'influence corporatiste de nombre de médecins, tandis que le privé a tout juste frémi, dans les secteurs où les équipes syndicales se sont mises en mouvement tôt. Une leçon est que les transports ne sont pas en capacité de gagner seuls : stopper uniquement les flux de marchandises comme de main-d'œuvre ne peut suffire. L'entrée du secteur privé est un enjeu crucial pour les mobilisations, par sa capacité à empêcher la production de marchandises et à casser les profits. La seconde leçon est que le mouvement ouvrier ne peut plus lancer de lutte gagnante sans une grande préparation. Le paradoxe est que la direction centrale de la CGT apparaît à une échelle large comme particulièrement combative, ne lâchant rien sur le mot d'ordre dur retrait et argumentant pour la grève générale même si le terme n'est pas utilisé, alors que des secteurs entiers de l'appareil refusent de suivre. La bureaucratie se niche dans le dialogue social à l'intérieur des entreprises et des administrations autant qu'à Montreuil, mais de façon différente, pour des intérêts et avec des justifications également différentes. Comment comprendre que des secteurs comme les ports et docks ou les raffineries ne se sont mis dans l'action que tardivement sans y voir des intérêts, des pratiques bureaucratiques différentes de celles de la Confédération ?

## **La grève reconductible est en recul, mais la contestation progresse**

Le travail a repris petit à petit à la SNCF, unique moteur national de la grève reconductible depuis le 5 décembre. Après plus de 50 jours de grève, il est « normal » que le mouvement s'étiolle. Dans les faits, les AG (déjà pas très massives) se sont vidées petit à petit au fur et à mesure que la grève baissait, mais avec des belles journées de grèves-AG-manifestations sur les temps forts. Il faut noter que les AG n'ont pas voté la fin du mouvement. Personne ne veut le faire ! C'est la volonté de ne pas donner un mauvais signal vis-à-vis de celles et ceux qui sont susceptibles de prendre le relais (dans l'éducation, l'énergie, chez les jeunes, etc.), avec toujours l'espoir et l'attente que le mouvement continue. Un noyau minoritaire (mais pas « hors sol » puisque porté par ce mouvement historique) continue ici et là de rester en grève pour se tourner vers les autres cheminotEs et vers l'extérieur (boîtes du privé, facs, collèges et lycées, etc.) pour les inviter à participer aux temps forts (et plus si affinités...).

La grève reconductible à la SNCF et à la RATP est certes terminée (à cette étape), mais n'a pas sonné la fin de la contestation contre la contre-réforme. Bien au contraire. Pas un jour ne se passe sans que des secteurs d'activité se fassent entendre par des actions inédites. La grève est bien là, que ce soit celle des pompierEs qui ont manifesté le 28 janvier dernier ; chez les éboueurEs et des agentEs chargés du traitement des déchets de l'Île-de-France ou de Marseille, en grève depuis plus d'une semaine ; chez les salariéEs de l'énergie qui multiplient les coupures de courant et baisses de production ; chez les personnels hospitaliers et des médecins qui démissionnent massivement depuis quelques semaines et qui appellent à une journée de grève nationale le 14 février prochain.

Nous sommes entrés dans une seconde phase du mouvement avec la fin de la grève dans les transports en commun, qui a conduit à un recul politique du mouvement et paralysé la capacité à agglomérer les secteurs qui commençaient lentement à le rejoindre.

La période qui commence contient un risque important, que l'on a vu à l'œuvre dans les mouvements précédents : les secteurs radicalisés par la lutte s'organisent dans des poches de « radicalité », autour d'AG professionnelles ou interprofessionnelles, qui affirment regrouper des grévistes mais ne rassemblant en réalité que des militants radicaux et révolutionnaires, niant les difficultés à se lier aux masses, et les actions minoritaires réprimées peuvent prendre le dessus et conduire à une impasse.

## **Construire une grève de masse contre Macron**

Notre orientation est plus que jamais la bataille pour une grève de masse. Et les points d'appui sont réels. Le premier est la compréhension que la première phase a échoué parce que le mouvement n'était pas uni, que tous les secteurs ne se sont pas mobilisés ensemble. Le second est la mobilisation qui continue dans les lycées contre les E3C, qui fait le lien entre les retraites et les injustices du système scolaire. Le troisième est le mouvement qui démarre lentement dans les universités, principalement chez les personnels, qui tente là aussi de faire le lien entre les revendications sectorielles avec la LPPR et les retraites. Ces deux mobilisations

ne sont pas de nature à contrebalancer la fin de la grève dans les transports et l'absence de grève massive dans le privé, mais elles maintiennent un climat de contestation sociale. Les agentEs et salariéEs de la Culture connaissent un mouvement inédit, articulant encore aujourd'hui périodes de travail, journées de grève avec AG et actions autour de revendications sectorielles ou dans le cadre du mouvement sur les retraites. C'est aussi le cas des « facs et les labos en lutte » qui se sont réunis avec plus de 700 personnes le week-end dernier et proposent une date nationale de mobilisation pour le jeudi 5 mars.

Si le mouvement marque le pas dans les écoles depuis le retour des vacances de Noël, dans l'éducation second degré, la mise en œuvre des E3C, le bac Blanquer, porte un grand nombre de lycées à ébullition, ce qui se traduit par des mobilisations et blocages d'établissements afin d'empêcher le passage des épreuves. Ces actions sont dans la suite des mobilisations contre la loi Blanquer, la réforme des lycées, etc. il y a plusieurs mois mais sont à apprécier dans la dynamique et le climat né de la contestation de la contre-réforme des retraites depuis près de deux mois. Élément important pour la suite, la mobilisation de ce secteur articule deux niveaux : celle des enseignantEs qui - par la grève - refusent la passation des épreuves et celle des premiers concernéEs eux/elles-mêmes, les lycéenEs, qui ont activement organisé les blocages ou débrayages des épreuves.

D'autres mobilisations ont lieu, notamment sous l'impulsion de l'appareil CGT, dans l'énergie, le nettoyage ou d'autres secteurs, qui jouent un rôle de maintien de la contestation mais n'ont pas la force pour arrêter le gouvernement.

Il manque un élément important, peut-être capital, qui est certes diffus mais pas formulé à une échelle de masse : une vision politique large de la nécessité d'infliger une défaite à Macron. Cela s'est discuté à plusieurs reprises : dans le mouvement des Gilets jaunes, fin décembre et début janvier lorsque le mouvement a commencé à entraîner autour de lui. C'est cette question politique qui peut être un ciment fort pour un mouvement unifié de notre classe.

La bataille pour une grève de masse doit être menée partout : dans nos AG professionnelles et interprofessionnelles pour maintenir l'activité d'explication de la réforme et de conviction de la nécessité de se mettre en mouvement et en grève ; dans nos syndicats pour maintenir un haut niveau d'activité militante, ne pas retourner à la routine ; auprès des autres organisations politiques engluées dans les municipales et leurs discussions d'appareils.

De fait, avec les vacances scolaires et l'interruption du calendrier parlementaire lors des municipales, les rythmes du mouvement vont se ralentir. Il faut mettre à profit ce temps pour préparer un retour à la grève de masse dans les semaines qui viennent.

En ayant en tête le fait que le 1er avril, le nouveau mode de calcul des indemnités chômage entrera en vigueur, passant la durée nécessaire pour bénéficier de droits à 6 mois sur les 24 derniers (36 mois pour les plus de 53 ans), qui va faire des ravages puisque jusqu'ici, il « suffisait » d'avoir travaillé un mois sur la période d'indemnisation pour recharger ses droits d'autant. La réforme des APL devrait aussi, selon Le Figaro, faire sortir 600 000 familles du système sur les 6,5 millions qui en bénéficient.

Nous défendons une orientation qui combine la proposition d'une manifestation nationale à

Paris contre la politique de Macron, pour rassembler le mouvement pour le retrait de la réforme, les Gilets jaunes et toutes celles et ceux qui veulent arrêter Macron afin de relancer le mouvement, avec la nécessité de démarrer, tous secteurs confondus, une grève de masse pour gagner, avec une articulation entre revendications sectorielles et lutte contre la réforme des retraites.